L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAUNE & Cie.
No. 81, Rue Chartres.

TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 } *payable d'avance.*

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 21 JANVIER 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

LES ETATS-UNIS ET LA GRANDE BRETAGNE.

La correspondance que M. Forsyth, secrétaire d'Etat, et M. Fox, ministre résident d'Angleterre à Washington, ont récemment échangée au sujet de M. McLeod et de la Caroline, a tout naturellement ramené l'attention publique sur le caractère des relations qui existent à l'heure qu'il est entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne. Ces relations sont loin d'être aussi satisfaisantes et surtout aussi amicales qu'on aurait pu le croire, en s'en rapportant à la teneur du dernier message présidentiel. M. Van Buren avait eu soin dans ce document de n'aborder absolument que la question des frontières du Maine et il avait assuré que cette question arriverait rapidement à une solution pacifique. Les mouvements de troupes dont on eut lieu sur les frontières du Canada prouvent qu'à quel point cette assurance était fondée! Mais bien évidant de montrer ici les choses sous leur véritable jour, il n'est bien gardé aussi de parler des autres sujet de discussion non moins graves qui peuvent mettre la paix en question : il n'est bien gardé de rappeler les griefs de presque toutes les parties de l'Union contre l'Angleterre; et par dessus le marché il a pris toutes les précautions possibles pour ne pas laisser voir l'attitude aggressive que cette puissance a toujours conservée vis-à-vis d'une nation qui est pour elle un constant objet de haine et de jalousie. Cette dissimulation ne lui a servi de rien; toutes ces réticences n'ont pu empêcher la vérité de percer, et l'on sait maintenant à quoi s'en tenir sur les dispositions de la Grande Bretagne : on sait que rien n'est terminé relativement à la question des frontières et l'on peut craindre que rien ne se termine, grâce à la ténacité de nos adversaires qui n'écoutent jamais la voix de la justice que si, par hasard, elle prononce en leur faveur; on sait que l'Union a des plaintes sérieuses à adresser au gouvernement anglais et que ce gouvernement loin de les écouter et d'y satisfaire, semble au contraire prétendre que lui seul est lésé, que lui seul a le droit de se plaindre, que lui seul a des réparations à demander et à obtenir ! Il suffit pour s'en convaincre de parcourir les notes diplomatiques de M. Fox.

Et cependant nous le répétons, les Etats-Unis seuls ont à se plaindre; les Etats-Unis, ceux du Nord tout aussi bien que ceux du Sud, ont contre la Grande Bretagne de nombreux griefs. Le Sud dans cette question est loin d'être en dernière ligne : il peut citer plus d'un cas où le gouvernement anglais a porté de graves atteintes à nos droits et privilèges.

On n'a pas oublié, entre autres faits, la conduite des autorités anglaises à l'égard de trois navires appartenant à des citoyens Américains : la Comète, l'Encomium et l'Entreprise. Le premier de ces navires partit vers la fin de 1823 du district de Colombie pour se rendre à la Nouvelle-Orléans; il avait à bord, indépendamment d'un certain nombre de passagers, quelques nègres, ses papiers étaient en règle et son voyage était légal de tous points. Il vint s'échouer sur l'une des Caycos des Iles Bahama, en face de la côte de Cuba, à peu près en vue de nos rivages. Malgré les protestations du capitaine et des propriétaires, les sauveteurs enlevèrent les passagers et les nègres pour les transporter à Nassau, dans l'île de New-Providence, là les nègres furent saisis et retenus par les autorités locales. L'Encomium eut le même sort : parti de Charleston en 1831, destiné pour la Nouvelle-Orléans, et ayant aussi des nègres à bord, ce bâtiment vint échouer presqu'au même endroit que la Comète. Il appartenait à de respectables citoyens de la Caroline du Nord, dont l'un était récemment encore Président du Sénat dans la législature de cet Etat; les nègres qu'il transportait, devaient être établis à demeure dans l'un des Etats du Sud; il remplissait enfin toutes les conditions de légalité voulues; cependant les nègres furent également enlevés, saisis et retenus par les mêmes autorités. L'Entreprise, bien qu'elle ne soit pas venue échouer sur les mêmes rivages, fut traitée de la même façon. Elle allait en 1835 du district de Colombie à Charleston; elle portait de nègres comme l'Encomium et la Comète, et elle était munie en tout parfaitement en règle. Elle fut forcée par une tempête de relâcher aux Iles Bermudes et ne vit enlevait aussi ses nègres. Les propriétaires de ces trois navires réclamèrent leurs nègres auprès des autorités locales, et voyant que ces réclamations ne produisaient rien, ils s'adressèrent au gouvernement général pour obtenir une réparation. Après plusieurs années de négociation, l'Angleterre consentit à payer une indemnité aux propriétaires de la Comète et de l'Encomium, parce que la saisie opérée sur ces navires était antérieure à la mise en vigueur de l'acte pour l'abolition de l'esclavage dans les colonies Anglaises; mais il refusa formellement d'en accorder une, à ceux de l'Entreprise, sous prétexte que l'enlèvement des nègres avait eu lieu postérieurement. C'est là, on ne saurait en disconvenir, une singulière façon de raisonner et d'agir. Comment la Grande Bretagne reconnaît d'abord que les lois internationales protègent les droits des Américains dans l'affaire de la Comète et dans celle de l'Encomium, puis, dans un cas absolument identique, elle semble en quelque sorte en nier la valeur; elle va jusqu'à dire que ces lois si puissantes contre un coup annihilées par un acte de son parlement ! Certes jamais prétention plus arbitraire et plus audacieuse ne fut mise en avant ! Jamais peut-être l'orgueilleuse outrecuidance de ce pays ne se révéla plus complètement ! Adopter ou plutôt confirmer un seul instant l'application d'une pareille doctrine, ce serait renoncer à jamais à la protection dont le droit international à toujours couvert les navires qui sillonnent l'Océan et qui sont parfois obligé de chercher un refuge sur des rives étrangères; ce serait en quelque sorte abandonner ces navires à la merci des autorités locales qui commandent dans les ports où peut les pousser la tempête ! Les Etats-Unis ne doivent-ils pas lutter de toutes leurs forces contre de pareils envahissements ! Oui sans doute c'est bien même temps et leur devoir et leur intérêt !

Un fait qui a eu lieu récemment contribue à raviver encore l'inté et des questions soulevées par l'affaire de l'Entreprise. En novembre dernier, la goelette, Hermann, partie de Richmond pour notre ville et portant 46 esclaves, est allé échouer près de l'île Abaco, les esclaves qui appartenaient à MM. Lumpkin et autres ont été mis en liberté par les autorités de Nassau. Que résultera-t-il de cette nouvelle violation de la propriété? Nous n'en savons rien; mais certes celle-là sur tout nous semble menaçante pour la plupart des états qui composent l'Union. Où s'arrêtera le droit que s'arrogent les sujets de S. M. B.? Quelles garanties conserverons-nous? Ne pourrons-nous plus transporter nos esclaves d'un état à un autre sans nous exposer à les voir enlever, si par hasard un coup de vent pousse le batiment qui les porte sur l'une des côtes ou dans l'un des ports où les Anglais exercent une autorité si arbitraire? On le comprend, il s'agit ici d'un des plus grands intérêts du Sud; il y va de nos droits; et nous le répétons l'Union ne doit pas laisser prévaloir, dans un cas aussi grave, les exorbitantes prétentions de la Grande Bretagne.

Tandis que cette puissance donne aux Etats du Sud de pareils motifs d'inquiétude et de mécontentement, elle ne ménage pas davantage ceux du Nord : la discussion relative aux frontières du Maine et la destruction du bateau à vapeur la Caroline en sont d'assez fortes preuves. Avons nous besoin de revenir sur ces deux sujets? Non certes; nos lecteurs savent d'une manière positive comment, dans la première question, les droits du Maine sont incontestables, combien les réclamations de la Grande Bretagne sont injustes; et les détails que nous leur avons donnés hier sur la seconde, peuvent leur faire juger de la position prise par le représentant de S.M.B. Cette position est-elle celle qui convient à une puissance amie? à une puissance dont les dispositions seraient bienveillantes? N'y a-t-il pas là aussi un droit mal déguise de tout faire plier sous son joug? L'Angleterre veut elle donc mettre en pratique ici, comme elle le fait en Europe, le système d'intimidation qui lui a déjà valu plus d'un succès? Nous ne voulons pas éloignés de le croire, et la modération de l'Exécutif actuel pourrait peut être justifier en partie sa conduite. Il est à remarquer en effet que depuis le moment où M. Van Buren a eu part aux affaires gouvernementales de l'Union, le Grande Bretagne a pris dans les négociations un ton de hauteur et de commandement qu'elle n'avait pas eu jusqu'alors; et les dernières communications montrent le point où elle est arrivée maintenant. Elle était plus loin peut être si les ministères de l'Union restaient long temps encore confiés aux mains qui les régissent en ce moment; mais une administration plus forte et plus populaire viendra, nous avons droit de l'espérer, ramener sous peu son langage dans les limites de la convenance et de la modération. Cette modération nous maintenait intact, l'honneur et les intérêts du pays, et nous n'aurons plus à craindre pour l'avenir de nos droits méconnus.

Le projet de loi convoquant une convention du peuple de la Louisiane pour amender la constitution de l'Etat a passé hier à la Chambre des Représentans par 28 voix contre 19, deux voix de plus que la majorité requise par la Constitution. Il doit, avant de devenir loi, recevoir la sanction du Sénat; mais comme il a été dépouillé à la Chambre de tout ce qu'il avait d'ultra radical lorsqu'il y a été *présenté*, nous considérons son adoption au Sénat comme douteuse, de moins dans la forme que lui a donnée la Chambre.

THEATRE D'ORLEANS.
LE CHEVAL DE BRONZE.

La première représentation du *Cheval de Bronze* par notre nouvelle troupe a été réellement une pauvre soirée: la salle, grâce au mauvais temps, était loin d'être pleine et présentait je ne sais quel aspect de tristesse; puis par dessus le marché on nous a gâté l'opéra. Gâté, c'est le mot! Que faut il en effet pour exécuter cette partition légère, si pétillante de gaîté, d'esprit, de finesse et de bouffonnerie? Il faut un peu de verve, de vivacité, d'ensemble, et nous n'avons rien eu de tout cela! L'orchestre allait mollement, lentement, à la grace de Dieu; les chanteurs mal disposés ou peu sûrs de leurs rôles, disaient mal, chantaient plus mal encore; celui-ci se trompait et commençait avant son tour; celui-là se perdait au milieu de son grand air; cet autre oubliait tout à la fois musique et paroles; glouc d'un chantait à contre mesure; et le chef d'orchestre, malgré toute son attention, ne pouvait pas ramener l'ordre au milieu de ces malheureux artistes en déroute. Et ce n'est pas l'exécution musicale seule qui laissait à désirer: difficile, pour regretter un jour que le choix n'ait pas été fait à l'avance; les figurants et les figurantes qui jouent un assez beau rôle dans le *Cheval de Bronze*, n'étaient pas à leur affaire; ils avaient un air plus gauche encore que de coutume; ils ne savaient pas s'ils devaient faire aller la tête à droite ou à gauche, lever ou bien ouvrir les bras, rester ou sortir; quelques-unes des figurantes arrivaient sur la scène à moitié habillées. Pour comble de malheur, le machiniste, et c'est fort grave ici, le machiniste manœuvrait sans précision, de sorte qu'au troisième acte par exemple le prince Yang n'est engloutit trop tôt et n'a point laissé à *l'ange de ses rêves* le temps d'achever son air; de sorte que dans le même acte aussi la fille de Tchi-Kao et celle du Grand-Mogol sont descendues du ciel avant l'ordre. Oui, ç'a été une pauvre, triste et malencontreuse soirée! Le plus grand malheur qui pourrait arriver à l'administration serait d'en avoir souvent du même genre! Nous ne le lui souhaitons pas; car son théâtre y succomberait!

Nous saurons bien, avant la soirée de mardi, que nos artistes n'étaient pas forts; mais jamais jusqu'à ce jour nous ne les avions vus dans tout *l'éclat* de leur faiblesse! Jamais non plus nous n'avions trouvé quelques-uns d'entre eux aussi négligens. M. Bernadet ne savait pas un mot de son rôle, et non contents de chanter au hazard pour son compte, il s'est amusé à battre à faux la mesure dans le chœur du second acte. Mme. Darmand, cette délicieuse Mme. Darmand qui est si drôle et si amusante parfois, était dans le même cas que M. Bernadet; elle se trompait à chaque instant. M. Félix Bernard que nous goutons assez dans les vaudevilles à la façon d'Arnal, d'Odry ou d'Alcide Tousez, a été déplorablement mauvais d'un bout à l'autre. Le personnage si drôle, si amusant, si original de Tz ng-Ting, a perdu, joué par lui, tout ce qui fait son prix; le comique et la gaîté ont disparu pour faire place à je ne sais quelle plate et triste bouffonnerie qui ne doit pas avoir de nom, même sur les planches. Quant au chant, nous n'en parlons pas: la musique d'Auber a été moins épargnée encore que la prose et l'esprit de M. Scribe. Ces trois artistes ont donc été audessous de ce qu'ils sont d'habitude; et veut-on que nous disions franchement notre pensée? c'est leur faute. Et tout autre parterre que le nôtre, le leur eut fait sentir rigoureusement. Mais qu'ils ne se fient pas trop à la bienveillance qui les entoure; car cette bienveillance ne résisterait pas longtems à d'aussi rudes épreuves.

M. Nourrit est loin de mériter des reproches aussi sévères que ses camarades: il a valu en effet mardi à peu près ce qu'il vaut dans tout ce qui n'est pas *Robert le diable*: c'est dire qu'il a été fort ordinaire. Décidé ment les méthodes faciles ne vont pas à cette voix rebelle que la méthode à tant de peine à dompter.

La débutante faiblesse de l'ensemble n'avait pas, heureusement pour nous agi sur Mlle. Calvé, non plus que sur Mme. Bamberger; si bien que nous avons eu au moins quelque diversion à l'ennui que nous éprouvions. Notre prima Donna est restée égale à elle même dans son grand air du second acte, elle l'a exécuté en entier d'une manière charmante; et notre seconde chanteuse a courageusement abordé les difficultés du rôle de Stella qui n'apparaît qu'au troisième acte. Pour la première fois de sa vie peut-être, Mme. Bamberger a commencé un air sans trembler; cela lui a tout d'abord porté bonheur: elle a pu développer sa voix tout à son aise, et le public l'applaudie avec une vivacité qui témoignait du plaisir qu'il éprouvait. Le fait est que Mme Bamberger a rarement chanté aussi bien que mardi soir, et pourtant nous sommes tentés de lui reprocher une méprise qui un instant a compromis l'exécution du duo; heureusement le sang froid de Mme. Bamberger l'a sauvée et elle arrivée sans encombre jusqu'au bout; mais qu'elle y prenne garde : on n'est pas tous les jours aussi heureux.

Avant de finir, nous répéterons à l'administration un conseil que nous adressions tout à l'heure à quelques artistes: Remettez le *Cheval de Bronze* à l'étude; mettez de l'ensemble dans les chœurs, surveillez le machiniste, *imitez les artistes*; faites enfin disparaître les traces de la précipitation avec laquelle cet opéra a été monté. Il vaut bien la peine qu'on y donne quelqu'attention; car bien exécuté, il fera, soyez en sûrs, de belles et bonnes recettes. Le tems ne sera par lui jours mauvais!

J. L.

Nous recommandons à certains artistes du Théâtre d'Orléans, les quelques lignes qui suivent, extraites du Courrier Français par un de nos confrères :

" M. Garcia, le célèbre virtuose et chanteur, a annoncé à l'Académie des Sciences, à Paris, dans la séance du 16 novembre, qu'il se faisait fort d'apprendre à chanter le mécanisme vocal des plus rares sons de basse-taille.

☞ Pour les séances officielles de la Législature, voir la 1ère. page.

SENAT DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
Séance du 20 Janv 1841.

PRESIDENCE DE M. GARCIA.

M. Davidson fait connaître au Senat le motif de son absence durant la séance précédente; il se trouvait appelé comme témoin dans une affaire pendante devant la Cour de District des Etats-Unis.

M. Walker fait observer au Sénat que le Sénateur d'Iberville l'a prié de solliciter une permission d'absence pour quelques jours.

M. Lacoste présente une résolution ayant pour objet d'allouer à M. Charles Boyon, une compensation de dix piastres par jour, pour ses services comme reporteur, depuis l'ouverture de la session, jusqu'au jour de l'élection du Rapporteur.

Sur motion de M. Bosbier, appuyé par M. Hos, cette résolution est adoptée comme résolution commune aux deux chambres.

M. Waggaman, conformément à l'avis qu'il en a donné précédemment, présente un bill pour amender la charte de la compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle Orléans et de Carrollton.

M. Bayou présente à cette occasion une pétition des habitans de Carrollton, par laquelle la Législature est priée de donner la sanction de ladite compagnie.

M. Scott de Feliciana donne avis qu'il présentera prochainement un bill pour la nomination d'un avocat de district pour le tribunal de district judiciaire de l'Etat.

Le Président donne connaissance au Senat d'une communication au Trésorier de l'Etat, relative au produit de la place du Shériff à la Nouvelle-Orléans. Sur la demande de M. Bayou, l'impression de ce document est ordonnée.

Le bill relatif à la réduction des salaires des officiers de l'Etat est pris en considération.

Le sénateur de Livingston demande que ce bill soit discuté par paragraphe.

M. Walker propose, comme amendement au premier paragraphe de rédiger le salaire du Gouverneur, seulement à cinq mille piastres; cette somme lui paraît une compensation suffisante des devoirs imposés au Gouverneur par la Constitution et les lois de l'Etat.

M. Waggaman conçoit parfaitement qu'il est du devoir de la Législature de diminuer autant qu'il sera possible les dépenses publiques; il faut considérer que la saisonation dans laquelle se trouve placé le Gouverneur, ne permet pas de faire de réduction sur son salaire. Il ne pense pas que cinq mille piastres soient une somme fort suffisante, mais il n'en est pas de même aujourd'hui que l'existence est devenu beaucoup plus onéreuse. La Législature ne peut se dispenser de faire les invitations, en raison du rang qu'il occupe et de ses relations avec les membres de la Législature; il faut que son salaire soit tel, qu'il puisse faire face à ces dépenses inhérentes à sa place. Le sénateur du 3me. district désirerait que les appointemens actuels du Gouverneur fussent maintenus, quelque soit d'ailleurs le désir qu'il a de donner son concours à toute mesure d'économie raisonnable.

M. Davidson diffère d'opinion avec son ami le sénateur du troisième district; il ne prétend pas qu'son opinion doit l'emporter sur celle de ses collègues; toutefois il l'exprimera librement. Il importe d'observer que les dépenses de l'Etat ne pèsent particulièrement sur les agriculteurs, et qu'il est de devoir de la Législature de venir à leur secours. La question est de savoir si l'on veut mettre le pays en banqueroute ou bien *maintenir son crédit*. Il est vrai à la fin on peut se consoler de la *prospérité* du commerce; il est vrai aussi qu'il faut voir que l'industrie est plus fortement traitée à la Louisiane que dans aucun autre Etat de l'Union. Le sénateur du troisième district trouve que la comparaison des deux législateurs est bien suffisante, et que celle du gouverneur ne doit pas être élevée. Mais il faut se rappeler avant tout l'explication qu'elle différence existe dans les devoirs imposés aux législateurs et ceux imposés au Gouverneur. Au fait, en quoi consistent les fonctions du chef de l'Etat; il est assis dans son bureau et s'y occupe à un travail qui est exclusivement personnel à la Législature, durant les sessions annuelles; le reste de l'année qu'a-t-il à faire? rien ou presque rien. Et cependant on veut le priver d'un salaire de quatre mille cents piastres par an, tandis que les législateurs ne touchent que quatre piastres par jour : que l'on donne au Gouverneur au moins huit piastres, et cette compensation sera bien suffisante.

M. Walker fait quelques observations sur les dépenses de la ville comparées à celles de l'Etat en masse; à l'en croire il est nécessaire que tous les objets nécessaires à l'existence pourvoient être, généralement parlant, obtenus à meilleur compte à la Nouvelle-Orléans que dans les autres parties de l'Etat. La Constitution a fixé le salaire des juges de la Cour suprême à cinq mille piastres; il est convenable de fixer à même taux le salaire du Gouverneur. Le sénateur de Rapides admet la nécessité des économies et votera pour un salaire de cinq mille piastres.

M. Davidson fait quelques observations sur le vote qu'il doit donner en faveur de la plupart des dispositions du bill. En conséquence, quoique il ne dit réserve de voter par paragraphe, il prendra la liberté de combattre le bill dans son entier pour ne point avoir à revenir sur les différentes sections. Quant au salaire du Gouverneur, à l'exception de Pontchartrain et des Attakapas, il ne connaît aucun district public dans l'Union qui reçoive un salaire plus élevé. Est-ce public dans l'Union qui reçoive un salaire plus élevé. Est-ce public dans l'Union qui reçoive un salaire plus élevé. Est-ce